



## DOSSIER DE PRESSE

« La Commission européenne encourage la  
privatisation des services de l'eau :  
Grèce, premier pays touché »

Contacts :

France Libertés : Justine Ducros [justine.ducros@france-libertes.fr](mailto:justine.ducros@france-libertes.fr)  
Coordination Eau-Ile-de-France Stefania Molinari [molinari.stefania@gmail.com](mailto:molinari.stefania@gmail.com)



➤ <b>Présentation des intervenantes</b>	<b>p.2</b>
➤ <b>La Grèce est le premier pays concerné par la privatisation des services publics de l'eau dans les plans de sauvetage Européens</b>	<b>p.2</b>
➤ <b>La situation européenne et la mobilisation de la société civile</b>	<b>p.3</b>
▪ Sites Internet pour compléter l'information .....	p.4
➤ <b>Annexes</b>	<b>p.5</b>
▪ Lettre de la société civile à la Commission Européenne, 15 mai 2012.....	p.7
▪ Réponse de la commission à la société civile, 26 septembre 2012.....	p.7
▪ Réponse de la société civile à la Commission Européenne, 17 octobre 2012....	p.8
▪ Lettre à Angela Merkel, de Wasser in Bürgerhand (L'eau aux mains des citoyens) Novembre 2012.....	p.10

## La Commission européenne encourage la privatisation des services de l'eau : Grèce, premier pays touché

### ➤ Présentation des intervenantes

**Maria Kanellopoulou**, du mouvement pour l'eau en Grèce, à l'initiative de Save Greek Water, initiative pour la non privatisation de l'eau dans son pays.

*Save Greek water* est une initiative citoyenne grecque fondée en juillet 2012 contre la privatisation des services de l'eau en Grèce : l'accès à l'eau potable est un droit humain et doit rester un bien commun. Cette initiative a pour but d'informer et de sensibiliser la population grecque aux risques d'une future privatisation de ses services d'eau. Le mouvement a lancé une pétition adressée au gouvernement grec afin que les citoyens grecs puissent faire entendre leur voix auprès des autorités publiques.

**Gabriella Zanzanaini** de Food and water Europe, organisatrice du Forum Alternatif Mondial de l'Eau au niveau international, à l'initiative d'une lettre de la société civile à la Commission européenne.

*Food & Water Europe* est un programme de Food & Water Watch, une ONG à but non-lucratif représentant les droits des consommateurs basée à Washington, DC, qui vise à garantir une eau propre et une alimentation sûre en Europe et dans le monde. Elle lutte contre la main-mise et la dégradation par l'industrie de notre alimentation et des ressources en eau en donnant aux citoyens les moyens d'agir et de transformer la conscience collective autour de ce que nous mangeons et buvons.

---

### ➤ La Grèce est le premier pays concerné par la privatisation des services publics de l'eau dans les plans de sauvetage Européens.

Dans le plan de sauvetage de la Troïka pour la Grèce, de nombreux services publics sont destinés à être vendus à des entreprises privées. Les deux principales compagnies de service public de l'eau, EYATH (Thessalonique) et EYDAP (Athènes) sont les premières visées, et risquent donc d'être bientôt gérées en majorité par le secteur privé<sup>1</sup>. ;, elles pourraient être vendus bien au-dessous de leur valeur réelle<sup>2</sup>. Or, les services publics de l'eau de ces deux villes concernent 45 % de la population nationale.

Des citoyens grecs ont lancé le mouvement Save Greek Water en juillet 2012 afin d'informer l'opinion publique et de permettre à la population grecque de se faire entendre en signant une pétition contre cette privatisation imposée et pour le maintien de ce service public vital dans la sphère de l'intérêt général et du bien commun pour tous.

---

<sup>1</sup><http://savegreekwater.org/?p=802>

<sup>2</sup> <http://www.fame2012.org/fr/2012/10/08/sauvons-eau-grecque/>



Cette pétition est adressée au gouvernement grec et est co-signée par de nombreuses organisations grecques et, notamment par l'Union des employés EYATH (*Employees Union EYATH*) et l'organisation *Engineers T.E. & P.E. EYDAP*. Elle est également co-signée par des organisations européennes qui soutiennent ce mouvement citoyen, dont Food and Water Watch, la Coordination Eau Ile-de-France et la Fondation Danielle Mitterrand - France Libertés.

### ➤ La situation européenne et la mobilisation de la société civile

#### ▪ La Commission Européenne encourage la privatisation des services de l'eau

La privatisation des services de l'eau, notamment en Grèce et au Portugal, est l'une des conditions imposées dans le cadre des plans de sauvetage.

La Commission Européenne a clairement reconnu encourager cette privatisation des services dans une lettre adressée aux groupes de la société civile le 26 septembre 2012<sup>3</sup>

La privatisation des services de l'eau peut « contribuer à la réduction de la dette (...), accroît les performances des entreprises, et, par extension, la compétitivité de l'économie, en rendant attractifs les investissements directs étrangers », répond un haut fonctionnaire de la Direction générale des Affaires économiques et financières de la Commission en Grèce.

La question de la légalité de cette position est mise en question. En effet, en adoptant cette position, la Commission Européenne enfreint des articles clés du Traité de l'Union Européenne qui prévoient sa neutralité<sup>4</sup> concernant le régime de la propriété des services de l'eau. De plus, dans sa réponse, la Commission n'a pas avancé le moindre argument permettant d'appuyer sa position, et ce, alors que de nombreux travaux montrent que les services publics sont souvent plus efficaces que ceux du privé.

Certains eurodéputés ont déjà posé une question à la Commission pour demander des éclaircissements sur la contradiction entre les recommandations de la Troïka et la neutralité requise de la Commission.

#### ▪ La mobilisation de la société civile européenne

A la suite de la première réponse de la Commission Européenne du 26 Septembre 2012, la société civile exige dans une seconde lettre datée du 17 octobre 2012<sup>5</sup> que la Commission Européenne mette un terme à toutes les pressions visant la privatisation des services de l'eau. Aujourd'hui, aucune réponse à cette lettre n'est encore parvenue à la société civile.

Le 2 Novembre 2012, Wasser in Bürgerhand (Water in Citizens' Hands, L'eau aux mains des citoyens), une fédération au niveau national d'initiatives locales, qui s'attache au maintien d'un service d'eau public contrôlé par les citoyens, a envoyé une lettre ouverte à la chancelière Allemande, Angela Merkel. Cette lettre explique que la crise européenne va être

---

<sup>3</sup> Réponse de la commission à la société civile, 26 septembre 2012, en annexe

<sup>4</sup> La « neutralité » sur la question des régimes de la propriété publique ou privée des services de l'eau est présentée dans l'article 345 TFEU et Art. 17 1 de la Directive 2006/123/EC relative aux services dans le marché intérieur.

<sup>5</sup> Réponse de la société civile à la Commission Européenne, le 17 octobre 2012, en annexe



aggravée par la privatisation des services publics, « C'est pourquoi nous souhaitons recommander au gouvernement fédéral de s'engager dans la protection des services d'eau publics dans l'Europe entière » écrit le Wasser in Bürgerhand

▪ La tendance à un retour à une gestion publique de l'eau

Le fort appui de la Commission pour la privatisation va à l'encontre du constat de plus en plus répandu en Europe et ailleurs, que la privatisation ne livre pas forcément les bienfaits annoncés. Paris et d'autres villes ont récemment re-municipalisé leurs services d'eau en raison de mauvaises expériences avec la privatisation. En 2004, le gouvernement néerlandais a adopté une loi interdisant la délégation du service public de l'eau au secteur privé et la Cour constitutionnelle italienne a jugé que toute législation future tentant de privatiser les services publics serait inconstitutionnelle.

**Save Greek Water rappelle dans sa pétition les désavantages de la privatisation à travers des exemples mondiaux :**

« Perhaps the Greek government is ignoring facts such as the following:

**Chile:** the World Bank imposed a condition to lend that country which stipulated a 33% profit guarantee for the French water company Suez Lyonnaise des Eaux.

**Australia:** In 1998, shortly after French Suez Lyonnaise des Eaux took over the water supply, Sydney's water was found contaminated with parasites and cryptosporidia.

**Canada:** At least 7 people died after being infected with E-coli in Walkerton, Ontario, following the privatization of water quality control, a task that was assumed by A&L Labs. Said company classified the quality control results as "confidential intellectual property" and refused to publicize them.

**Morocco:** Consumers saw the water prices triple after Casablanca's water company went private.

**Argentina:** When a Suez Lyonnaise des Eaux subsidiary acquired the formerly state-owned water company, Obras Sanitarias de la Nacion, prices doubled and water quality deteriorated. The company was forced to leave when consumers refused en bloc to pay their bills.

**Great Britain:** Water and drainage bills rose 67% between 1989 and 1995. Service interruption rate went up by 177%.

**New Zealand:** Citizens took to the streets to protest the commercialization of water.

**South Africa:** Water became inaccessible, overpriced and unsafe when Suez Lyonnaise des Eaux took over Johannesburg's water supply. There was widespread contamination and thousands of people witnessed service interruption.

**Bolivia:** In 1999, the World Bank recommended the privatization of the Cochabamba municipal water company, Servicio Municipal del Agua Potable y Alcantarillado (SENIAPA). Bank officials openly threatened to withhold \$ 600 million of the loan agreement if Bolivia did not accept the recommendation. »



- Sites internet pour compléter l'information
    - [http://savegreekwater.org/?page\\_id=232](http://savegreekwater.org/?page_id=232)
    - <http://www.foodandwaterwatch.org/europe/>
    - <http://europeanwater.org/fr/>
    - <http://www.tni.org/article/ec-stop-imposing-privatisation-water#oct17>
    - <http://www.fame2012.org/fr/2012/10/08/sauvons-eau-grecque/>
- 

## ➤ Annexes

- Lettre de la société civile à la Commission Européenne, 15 mai 2012

May 15, 2012

Brussels

To: Olli Rehn, Vice-President of the European Commission and member of the Commission responsible for Economic and Monetary Affairs and the Euro

CC:

José Manuel Barroso, President of the European Commission

Michel Barnier, member of the Commission responsible for Internal Market and Services

Janez Potočnik, member of the Commission responsible for the Environment

László Andor, member of the Commission responsible for Employment, Social Affairs and Inclusion

Dear Mr. Rehn,

As a member of the 'Troika', the European Commission (with the International Monetary Fund and European Central Bank) has been responsible for setting the loan conditions for Greece, Portugal and other countries receiving rescue loans in the context of the sovereign debt crisis. These conditions, which have been widely criticised for the emphasis on cutting public budgets, include in the cases of Greece and Portugal large-scale privatisation of public services, including water utilities. We believe that this privatisation conditionality is unacceptable and seriously undermines the right to water.

The fact that the Commission (as part of the Troika) has insisted on the privatisation of water utilities also appears to be in violation of the EU's supposed neutrality on the question of public or private ownership and management of collective water services (article 345 TFEU and Art. 17 1 of the Directive 2006/123/EC on services in the internal market).<sup>1</sup>

In the case of Portugal, the Troika's conditions include the privatisation of the state-owned water company, Aguas do Portugal. For Greece, the Troika package includes a long list of companies that the country has to sell off, including the water companies for Athens and Thessaloniki.

The argument is that these privatisation measures will create income that can be used to repay government debt while the private sector continues to deliver the service. This is indefensible in a crisis situation as the companies will be bought at their market value and not their assets value. In Thessaloniki, the company is a net contributor to the city's budget, while the redemption price of the 40% capital and management rights being forcibly sold will amount to only three years of profit. As the new report "Our Right to Water – case studies on austerity and privatisation in Europe" shows, the real-world experience with privatisation of water is very different: "services get worse, jobs are lost, and private monopolies enjoy inflated profits for decades, while the amount of money paid by the private buyers is invariably far below expectations. It is not good economics."<sup>2</sup>

In a context where harsh austerity measures have led to income loss, job losses and widespread poverty, privatisation (typically leading to higher prices and undermining access to services) directly threatens the right to water.<sup>3</sup> The report also demonstrates that these privatisation measures have been imposed from above



despite widespread public opposition, in violation of the right to public participation in decision-making about water and sanitation services.

The privatisation programmes are being imposed at a time when the appetite for water privatisation among municipalities is at a long-time low because of the disappointing experiences throughout Europe and around the world. An increasing number of cities are choosing remunicipalisation, having tried privatisation, including Paris, which has experienced lower prices and improved services as a result.<sup>4</sup>

Imposing top-down water privatisation in the context of a deep economic crisis is not only flawed socially and economically but reveals undemocratic policy-making concerning the most vital public service of all. By imposing privatisation of water utilities (as part of the Troika) on Member States, the European Commission appears to be violating EU legislation and the subsidiarity principle, an approach, which the European Court of Justice would likely condemn.

It is in this context that we ask you to guarantee that the European Commission withdraws such demands and refrains from any further pressure to impose water privatisation conditionalities on Greece, Portugal and any other country that might enter negotiations with the Troika in the future. Similarly, outside the Troika, the European Commission has been putting pressure on Italy and perhaps other countries (in the context of the structural reform programmes) to privatise local public utilities, including those providing drinking water and sanitation. For the reasons noted above, this pressure is flawed, undemocratic, at odds with the EU treaties and should be terminated immediately.

We look forward to your response.

Yours sincerely,

Água é de todos (Portugal)  
Aquattac  
ATTAC Hungary  
ATTAC Spain  
Berliner Wassertisch (Germany)  
Blue Planet Project  
Coordination Eau Ile de France  
Corporate Europe Observatory (CEO)  
Council of Canadians  
La Coordination Rhône-Méditerranée des Associations des Usagers de l'Eau (CRAUE)  
Ecologistas en Accion (Spain)  
European Federation of Public Service Unions (EPSU)  
Food and Water Europe  
France Libertés  
Gemeingut in BürgerInnenhand (Germany)  
Ingenieres Sin Fronteras (Spain)  
Italian Forum of Water Movements  
Movement 136 (Greece)  
Transnational Institute (TNI)  
Wasser in Bürgerhand (Germany)  
Za Zemiata (Bulgaria)

---

■ Réponse de la commission à la société civile, 26 septembre 2012

Ref. Ares(2012)1125135 - 26/09/2012



EUROPEAN COMMISSION  
DIRECTORATE GENERAL  
ECONOMIC AND FINANCIAL AFFAIRS  
Economies of the Member States II  
Greece

Brussels, 26 September 2012  
GG D(2012) Ares

Dear Mrs Zanzanaini,


Thank you for your letter related to the water privatisation of various countries.

As you know, privatisation of public companies contributes to the reduction of public debt, as well as to the reduction of subsidies, other transfers or state guarantees to state-owned enterprises. It also has the potential of increasing the efficiency of companies and, by extension, the competitiveness of the economy as a whole, while attracting foreign direct investment.

The Commission believes that the privatisation of public utilities, including water supply firms, can deliver benefits to the society when carefully made. To this end, privatisation should take place once the appropriate regulatory framework has been prepared to avoid abuses by private monopolies. At the same time, public access to basic goods must be ensured. This is why it is important to find a balance between equal and fair access to public utilities (water, gas, electricity), good quality of services and a financially sustainable supply.

The Commission will check that the privatisation process of water companies guarantees full access to water for all citizens.

Yours sincerely,



Gabriele Giudice  
Head of Unit  
Country desk Greece.





▪ Réponse de la société civile à la Commission Européenne, le 17 octobre 2012

Brussels,  
October 17th 2012

To:

Olli Rehn, Vice-President of the European Commission and member of the Commission responsible for Economic and Monetary Affairs and the Euro

CC:

José Manuel Barroso, President of the European Commission

Michel Barnier, Commissioner for Internal Market and Services

Janez Potočnik, Commissioner for the Environment

Laszlo Andor, Commissioner responsible for Employment, Social Affairs and Inclusion

Selected MEPs, Richard Seeber Intergroup on Water European Parliament

Dear Commissioner Rehn,

Thank you for your reply to our letter of May 15th 2012.<sup>1</sup> Despite the urgency of the issues we raised, the reply came after four months of reminders to your services and only after we indicated that we would complain to the European Ombudsman if a response was not received soon.

In our letter, we asked the Commission to stop demanding the privatisation of municipal water systems in countries receiving rescue loans in the context of the sovereign debt crisis. Our letter made clear that the privatisation loan conditions imposed on these countries by the European Commission<sup>2</sup> are economically, socially and democratically flawed.

Your response is astonishing. Not only does it confirm that the Commission has indeed imposed water privatisation on these countries but it actually defends this as the Commission's preferred general policy for the water sector, implying this policy will continue. Your letter asserts a declaration of beliefs in the general virtues of the privatization of public water utilities, which is wholly unsubstantiated by facts.

Such ideological arguments are simply blind to reality. In 2010, the largest survey ever on water privatisation cases found that no cost savings could be attributed to privatisation in the water sector.<sup>3</sup> The privatization wave of the 1990s has long run out of steam, reversing the trend of private water companies expanding.<sup>4</sup> Negative experiences with privatisation have made many municipalities in Europe decide to bring back their water systems into public management.<sup>5</sup> Could you please indicate what evidence you have to support your position that water privatisation "has the potential of increasing the efficiency of companies and, by extension, the competitiveness of the economy as a whole, while attracting foreign direct investment"? Has the Commission explored the remunicipalisation trend and taken the lessons from these cases into account?

Strikingly, you fail to respond to our statement that imposing privatisation of water utilities "appears to be in violation of the EU's supposed neutrality on the question of public or private ownership and management of collective water services (article 345 TFEU and Art. 17 1 of the Directive 2006/123/EC on services in the internal market)." This is hardly a trivial matter and we would therefore expect the Commission to reply. Can you please explain to us what the legal basis is for the Commission's policy of imposing water privatisation on EU member states?

Finally, you claim that: "the Commission will check that the privatisation process of water companies guarantees full access to water for all citizens." This is far from convincing. The European



Commission has so far refused to initiate legislation to implement the human right to water and sanitation, ignoring the July 2010 UN resolution on this right. You also have not created a framework to implement the Public Services Protocol of the Treaty. It is on this basis that we have recently launched a European Citizens Initiative to force the European Commission to take action to secure the right to water.<sup>6</sup>

Confronted with these worrying signs that the Commission has lost touch with reality, we can only re-state the conclusion of our previous letter: we ask you to guarantee that the European Commission withdraws its demands and refrains from any further pressure to impose water privatisation conditionalities on Greece, Portugal and any other EU member state. This pressure is flawed, undemocratic and at odds with the EU treaties, and should be terminated immediately.

In concern,

Água é de todos (Portugal)  
Aquattac  
ATTAC Hungary  
ATTAC Spain  
Berliner Wassertisch (Germany)  
Blue Planet Project  
Coordination Nationale des Associations de Consommateurs d'Eau (CACE)  
Coordination Eau Ile de France  
Corporate Europe Observatory (CEO)  
Council of Canadians  
La Coordination Rhône-Méditerranée des Associations des Usagers de l'Eau (CRAUE)  
Ecologistas en Accion (Spain)  
European Federation of Public Service Unions (EPSU)  
Food & Water Europe  
France Libertés  
Gemeingut in BürgerInnenhand (Germany)  
Ingenieros Sin Fronteras (Spain)  
Italian Forum of Water Movements  
Movement 136 (Greece)  
Mouvement Utopia (France)  
Save Greek Water (Greece)  
Transnational Institute (TNI)  
Wasser in Bürgerhand (Germany)  
Za Zemiata (Bulgaria)

1 <http://corporateeurope.org/open-letter-eu-commission-water-privatisation>

2 As part of the Troïka, together with the European Central Bank and the International Monetary Fund.

3 Bel, Germà, Xavier Fageda and Mildred E. Warner 2010. "Is Private Production of Public Services Cheaper than Public Production? A meta-regression analysis of solid waste and water services," *Journal of Policy Analysis and Management*, 29(3): 553-577.

4 Hall D., Lobina E., "Water companies and trends in Europe in 2012", Public Services International Research Unit (PSIRU), August 2012.

5 See [www.remunicipalisation.org](http://www.remunicipalisation.org) and "Remunicipalisation: Putting water back into public hands", Pigeon M., MacDonald D., Hoedeman O., Kishimoto S., TNI/CEO/MSP, March 2012.

6 <http://www.right2water.eu>



▪ **Lettre à Angela Merkel, Novembre 2012 (traduite de l'allemand)**

Madame la Chancelière,

Nous qui soutenons le projet commun d'une Europe unie, regardons avec beaucoup d'inquiétude la crise de l'euro et les mesures d'austérité qui sont imposées par l'UE, la BCE et le FMI à des pays comme la Grèce. En particulier, la privatisation imposée de biens publics, parmi lesquels les services d'eau, ne sont pas favorables au redressement de l'économie grecque et conduiront au mieux à une diminution de la dette pour une courte durée. On vend des composantes essentielles du service public qui, à juste titre, bénéficient d'un statut privilégié tant dans notre constitution que dans plusieurs traités européens. Le gouvernement fédéral a rappelé le statut privilégié des services d'eau allemands, ce qui est à l'opposé des tentatives répétées de la Commission Européenne en faveur de la libéralisation et de la privatisation.

C'est la position qui doit être adoptée partout dans l'UE, maintenant et à l'avenir, et à plus forte raison en temps de crise. Nous considérons donc que l'injonction de privatisation de la « troika » représente une menace pour la communauté européenne et pour le principe même de service public. Des cabinets comptables internationaux ont même fait des calculs qui montrent que l'infrastructure publique de la Grèce ne sera intéressante pour les investisseurs que si elle est vendue bien au-dessous de sa valeur réelle. Pour les services d'eau en particulier, cela entraînerait l'expropriation d'une infrastructure qui s'est construite sur des générations grâce à la solidarité. En outre, la vente des services d'eau municipaux impliquerait pour les municipalités une perte sur les plans économique, politique et social.

A Athènes et à Thessalonique, où la privatisation des services d'eau est envisagée, l'opposition se fait jour. Le service d'eau de ces deux villes concerne environ 45% de la population grecque. Ce mouvement d'opposition à la privatisation fait partie d'une longue série qui durant la décennie dernière a touché la France, l'Italie, l'Espagne, la Turquie, la Roumanie, et aussi l'Allemagne. Outre la remunicipalisation du service à Paris, nous mentionnerons l'exemple de Berlin, où la privatisation partielle de la société des eaux de Berlin a occasionné des coûts élevés pour la ville et pour les citoyens, sans qu'il y ait possibilité de revenir en arrière.

Les promesses concernant la privatisation des services d'eau n'ont pas été tenues, à part quelques exceptions – et cela suffit pour ne pas les écouter au plan international. L'idéologie de la concurrence défendue par l'UE et le FMI ne peut pas s'appliquer au secteur de l'eau, qui est un monopole naturel, et qui le restera en cas de changement de propriétaire. La privatisation du service d'eau ne fera que renforcer les gains du secteur financier et des actionnaires. C'est pourquoi nous souhaitons recommander au gouvernement fédéral de s'engager dans la protection des services d'eau publics dans l'Europe entière.

Nous ne nions pas que les pays les plus affectés par la crise ont pu être à l'origine de leurs propres problèmes. En raison de leur réussite sur des générations, les services d'eau de notre pays pourraient offrir leur assistance technique et financière aux services d'eau grecs qui sont en déficit partiel, ce qui serait une démarche utile, apte à leur redonner confiance. Cela constituerait à nos yeux une véritable contribution à la solution de la crise en Europe.

Qui nous sommes :

Wasser in Bürgerhand (Water in Citizens' Hands, L'eau aux mains des citoyens) est une fédération au niveau national d'initiatives locales, qui s'attache au maintien d'un service d'eau public contrôlé par les citoyens.